

PIERRE VIANSSON-PONTÉ

*Vingt ans de V<sup>e</sup> République :  
régime et société*

I. A la différence de bien d'autres, la société française n'évolue pas de façon lente mais continue, progressant prudemment vers des transformations qui voient tout naturellement le jour et sont en quelque sorte homologuées lorsqu'elles sont parvenues à maturité dans les faits comme dans les esprits. Elle change par à-coups, par vagues cycliques et parfois assez brutales qui, le plus souvent mais pas toujours, coïncident avec une poussée de fièvre politique, avec une de ces petites révolutions sèches que la France s'offre rituellement tous les quinze ou vingt ans depuis bientôt deux siècles. Le schéma est d'ailleurs à peu près le même.

Dans la vie publique, les problèmes sans solution, les situations sans issue s'accumulent, d'abord niés, puis discutés mais refusés, enfin pris en considération mais non en charge faute de le pouvoir plutôt que de le vouloir. C'est le blocage, c'est l'impasse. Un coup de force machiné d'en haut ou un mouvement venu des profondeurs jette bas le régime impuissant et incapable. Impossible cependant de renvoyer d'un coup tout le personnel dirigeant ou de trop heurter une tradition puissamment conservatrice. On se contente donc d'adopter d'enthousiasme une nouvelle Constitution délibérée dans la précipitation ou imposée dans l'indifférence — il y en eut ainsi 17 en un siècle et demi — toujours énoncée en termes absolus et conçue pour l'éternité. Au mieux, on aménage la forme et la dénomination de quelques institutions, on redistribue tant bien que mal les pouvoirs, on change le numéro de la République et le rythme — mais ni la musique, ni les paroles sacrées — de l'hymne national.

Lorsque l'obstacle sur lequel avait buté le pouvoir précédent est franchi au prix d'un compromis général autour du nouvel Etat,

lorsque quelques réformes vraiment urgentes et d'ailleurs déjà dépassées ont pu être enfin inscrites dans la politique et dans la loi, on s'aperçoit que le nouveau système comporte autant d'inconvénients que l'ancien s'ils sont différents, qu'il a bien d'autres défauts inédits, qu'il ne peut être inépuisablement réformateur. Alors la machine se bloque à nouveau, les issues se bouchent, derrière l'apparente immobilité, la stabilité retrouvée. Il ne reste plus qu'à attendre la prochaine crise nationale.

De même, dans le domaine des habitudes, des mœurs et des jugements, on laisse s'accumuler les questions sans réponse, les incertitudes et les exigences en tenant le couvercle solidement fermé le plus longtemps possible. Toutes les forces conservatrices ou passéistes, toutes les autorités morales, politiques, sociales, toutes les organisations reconnues contribuent, chacune à sa manière mais de son mieux, à l'étouffement, tandis que les petits bataillons du progrès haussent le ton et s'affairent. La question ne sera pas posée, comme on dit au tribunal. Et puis, un jour, le couvercle saute. En quelques semaines, quelques mois au plus, il est pris acte dans les esprits, dans les comportements et éventuellement dans la loi, des changements déjà largement intervenus dans la vie quotidienne. Le problème nié l'avant-veille, sciemment ignoré la veille, se trouve soudain reconnu, discuté, résolu même espère-t-on. Le calme revient jusqu'à ce que le prochain blocage provoque une nouvelle explosion.

2. Le processus que l'on vient de décrire schématiquement doit être examiné en tenant compte de diverses caractéristiques particulières de la situation française au cours des vingt dernières années.

D'abord, pour notre pays, le paysage extérieur a été plus profondément bouleversé qu'au cours des vingt, des cinquante, peut-être des cent années précédentes. La fin des combats en retraite menés outre-mer, la décolonisation et le repli sur l'hexagone, la force de dissuasion, la recherche d'un équilibre instable et souvent illusoire entre les deux superpuissances et leurs camps respectifs au nom de l'indépendance nationale, l'engagement hésitant puis de plus en plus marqué dans une union européenne qui ne cessait cependant de s'affaiblir au lieu de se renforcer, la crise enfin, ont transformé à plusieurs reprises l'environnement international.

A l'intérieur, le gaullisme s'est affadi et peu à peu dissous jusqu'à cet étrange régime de transition et d'attente où nous sommes aujourd'hui. A noter que les secousses subies par la société n'ont pas toujours concordé avec les remous de la vie politique. Ainsi mai 1968,

fête plus que révolution, a constitué une rupture sans grand lien, du moins immédiat, avec les événements politiques de 1969.

Dans le même temps surtout, la vie matérielle et quotidienne des Français, pour les mêmes raisons mais souvent davantage qu'ailleurs, a connu des changements plus profonds encore. Le progrès technique a multiplié les machines qui allègent la peine de l'homme et de la femme, leur a donné de meilleures possibilités de se soigner, de se vêtir et de se nourrir, de mieux vivre en un mot. Il leur a offert la faculté de se déplacer plus vite et plus loin tandis qu'il leur apportait le monde à domicile par la télévision, l'un des grands totems, avec la voiture, de la vie d'aujourd'hui. Mais il a aussi saccagé parfois l'environnement sous prétexte de l'aménager, perturbé les équilibres naturels, resserré les mailles du filet où se débattent les citoyens, anonymes et solitaires. Il a posé autant de problèmes qu'il en a résolus et, exigeant trop de nos facultés d'adaptation, il a souvent substitué des troubles, des angoisses, des appétits nouveaux aux misères et aux injustices qu'il aidait à surmonter, sinon à faire disparaître.

Enfin les pouvoirs tant politiques que religieux, sociaux et moraux, ont été conduits par la marche des événements et par les mises en cause de plus en plus pressantes dont ils faisaient l'objet, à passer de la simple récupération plus ou moins tardive des courants réformistes ou des revendications modernistes à la prise en compte par avance de ces espérances et de ces exigences. Ils ont cherché, du moins dans certains cas, à devancer la protestation pour la désamorcer, à se prononcer et même à entrer en lice sans toujours attendre que les esprits soient suffisamment préparés à recevoir les changements qui n'étaient invoqués que par des minorités agissantes et souvent bruyantes. Fascinés par ces minorités, soucieux avant tout de n'être pas taxés de conservatisme, ils ont — essentiellement dans les huit dernières années — cédé promptement du terrain au risque parfois de voir se durcir les intransigeances et surgir, au lieu des profits qu'ils en escomptaient, de nouvelles requêtes plus difficiles, voire impossibles, à satisfaire. La façon de donner, on l'a dit souvent, vaut mieux que ce que l'on donne.

3. Allant ainsi trop vite et trop loin pour quelques réformes, ces pouvoirs ont négligé trop souvent de mettre l'opinion en état de les accepter tout en freinant de leur mieux pour les empêcher ou au moins différer, selon l'usage, d'autres transformations tout aussi graves et urgentes.

La législation de l'avortement, la majorité à 18 ans, quelques retouches de l'organisation sociale constituent un maigre bilan. Pour le reste, de bonnes paroles ont été abondamment dispensées, mais on en est resté là. C'est le cas, par exemple, pour l'évolution de la condition féminine, pour le sort fait aux travailleurs immigrés, pour la lutte contre l'alcoolisme et les accidents de la route. Parfois on a pris à grand fracas des mesures partielles en les baptisant réformes, bousculant à diverses reprises l'enseignement ou la justice, dispensant quelques aumônes aux vieillards ou aux familles, réglémentant à tort et à travers sous prétexte de lutter contre la pornographie ou la drogue, sans qu'avancent d'un pouce les problèmes de fond posés dans ces divers domaines, au contraire même. Parfois aussi, pour la peine de mort notamment, les décisions prises se trouvent en complète contradiction avec les intentions proclamées, voire les promesses solennellement proférées. Parfois encore, l'étude d'une réforme, annoncée à son de trompes et abondamment commentée, a dispensé de procéder à cette réforme elle-même, pour l'entreprise en particulier.

Bref les pouvoirs sont apparus désorientés et inquiets, mais il faut être indulgent à leur égard, car on comprend un désarroi que chacun de nous parfois ressent dans sa vie privée. Aussi ont-ils plutôt, en définitive, compliqué et aggravé l'acceptation et la mise en œuvre des très rapides et importants changements intervenus dans la société française qu'ils ne les ont canalisés et facilités.

Parmi ces changements, les plus frappants et spectaculaires concernent à la fois les mœurs et les relations interpersonnelles : répugnance envers le mariage, envers le travail, mépris des critères traditionnels de la réussite, mise en question du rôle dominant de l'argent, refus de la solidarité, des contraintes et parfois du progrès, aspiration à une « autre vie », recherche d'un bonheur introuvable parce que mythifié... Le grand échec réside dans la transformation, promise à dix reprises avec cent recettes magiques, du système du salariat et de l'organisation sociale du travail. Et c'est sans doute aussi sur ce point précis que porteront de façon croissante dans les années qui viennent les exigences et les aspirations les plus fortes, sur ce point que le régime sera jugé.